

ARRÊTER LE *BELGIAN BASHING* MAIS REGARDER LA RÉALITÉ EN FACE

*Par Genovefa ETIENNE et Claude MONIQUET,
Directeurs de l'ESISC*

Depuis les attentats du 13 novembre, les autorités belges ont été la cible de nombreuses attaques pour leur « faiblesse » face à la menace terroriste, leur « naïveté » ou encore, pour les plus désagréables, leur « stupidité ».

Ces critiques et ces excès de langage n'ont guère d'importance mais elles sont injustes. **Dans le cadre légal qui est le leur et avec les moyens qui leurs sont donnés, les « services » belges ne travaillent pas plus mal, toute chose étant par ailleurs égales, que les autres.**

Certes, la Belgique n'a pas vu se préparer les attentats du 13 novembre ni même ceux du 22 mars. Mais **cette accusation peut être portée contre tous les pays industrialisés qui ont été victimes d'attentats ces seize dernières années.** Qu'ont vu les services français avant les attentats du 7 janvier (*Charlie Hebdo*) et du 10 janvier (*Hyper Casher*) alors mêmes qu'ils ont été préparés et exécutés par des hommes connus pour leur radicalisation et leur proximité avec *al-Qaïda* et *Daech*. Qu'à vu la France de la préparation des attaques de Mohamed Merah en mars 2012, alors qu'il faisait l'objet d'un suivi particulier des services de renseignement intérieurs ? Qu'ont vu les Britanniques avant le 7 juillet 2005, les Espagnols avant le 11 mars 2004 ou, bien entendu, les services américains avant le 11 septembre 2001 ou, plus récemment, avant le massacre de San Bernardino ? **Dans chacun de ces cas, tous les clignotants, ou la plupart d'entre eux, étaient au rouge. Et cela n'a servi à rien.**

La réalité est ailleurs : il ne s'agit pas « d'erreurs » des services de renseignement, mais de l'ampleur d'une menace sécuritaire sans égal depuis 1945 : **alors que, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, nous étions confrontés à quelques dizaines de terroristes et, à l'époque d'al-Qaïda à un peu moins de mille pour toute l'Europe, nous faisons face, désormais, à des milliers de « suspects », dont beaucoup ont été (bien) formés.**

Reste deux problèmes, l'un global et l'autre spécifiquement belge.

Au plan général, la nature de la menace secrétée par *Daech*, est nouvelle : **il s'agit d'un terrorisme hybride, mariant des djihadistes classiques** (dont certains actifs depuis une vingtaine d'années et particulièrement aguerris...), **des jeunes « radicalisés »** (qui basculent, parfois, en quelques semaines, ce qui rend leur détection improbable) **et des éléments issus des milieux criminels** qui amènent au djihad leur sinistre savoir-faire : l'habitude de « jouer » avec les autorités, de tromper la police et, bien entendu, leur aptitude particulière à trouver des armes et à s'en servir.

Cette « nouvelle » réalité nécessite, à l'évidence, un changement de culture dans les milieux du renseignement. Il faut désormais conjuguer deux approches, celle, classique, des milieux extrémistes et terroristes et celle de la voyoucratie, des milieux criminels et des bandes organisées. Nous y reviendrons sous peu dans un briefing détaillé.

Mais il y a également **une spécificité belge : le désintérêt dont les autorités ont fait preuve pendant vingt ans a permis au radicalisme islamiste de s'implanter en profondeur, de corrompre une partie de la jeunesse, de recruter et de s'installer durablement dans le paysage.**

Un cadre juridique trop restrictif (voir les débats actuels sur l'allongement de la garde à vue ou encore les dix années qui ont été nécessaires pour que les services de renseignement se voient, enfin, doté de la capacité de pratiquer des écoutes téléphoniques en sont deux exemples) limite clairement les possibilités de services débordés par le nombre d'acteurs à cibler.

Enfin, **un manque de culture de la sécurité, de conception de l'Etat et une (quasi) totale absence de la culture de responsabilité font que la Belgique a du mal à apprendre de ses erreurs.**

Ce n'est pas participer au *Belgian Bashing* que de souligner ces problèmes. Et c'est anticiper les menaces à venir et se donner les moyens de les contrer (tout en sachant que l'assurance 100% n'existe pas) que de dire qu'il est temps que les choses changent.

Faudra-t-il d'autres massacres pour y arriver ? La crédibilité de Bruxelles, capitale européenne et siège de l'Otan est en jeu.

La décision de créer une commission parlementaire d'enquête est un bon début si celle-ci va au fond des choses et se livre à une totale remise à plat d'un système sécuritaire qui a atteint ses limites.

Encore faut-il, maintenant, passer des paroles aux actes.

FIN.

Copyright© ESISC 2016